DOCUMENT PRESSE

L'ELEVAGE BOVIN-VIANDE EN CRISE

L'urgence de mesures de sauvegarde et d'une hausse des prix à la production

Fédération Départementale des Syndicats Exploitants Agricoles /Jeunes Agriculteurs

22 Place du Foirail - 65000 TARBES – Téléphone 05 62 34 57 34 – Fax 05 62 34.07.44
Mél fdsea65@wanadoo.fr

L’élevage bovin-viande
en crise

Situation des éleveurs, enjeux

- Revenus et trésorerie laminés après 4 ans d’absence de rentabilité
- Vers une nouvelle hausse des coûts de production (et contraintes)
- Sécheresse : triple impact pour l’élevage bovin
- Les prix des bovins au plus bas
- Une production déjà inférieure à la consommation française
- Une production essentielle pour l’emploi et l’économie sur l’ensemble du territoire

Restaurer d’urgence des perspectives d’avenir pour la production de viande bovine en France

- Prix à la production : une hausse de 20% est vitale
- Exiger pour les viandes bovines des pays-tiers le respect de normes identiques à celles imposées au niveau national
- « Année blanche » sur les annuités d’emprunts et autres mesures de soutien exceptionnel

---

Fédération Nationale Bovine

Situation des producteurs de viande bovine

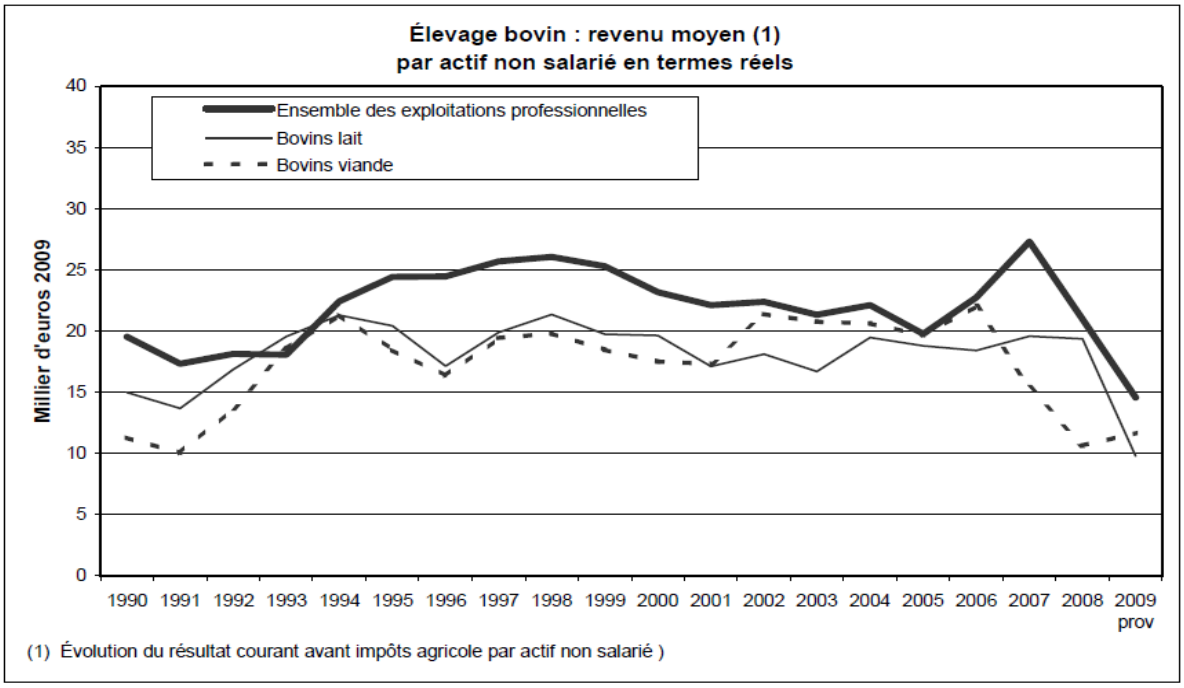
Revenus et trésoreries laminés après 4 ans d'absence de rentabilité

Les éleveurs bovins-viande n'en peuvent plus. Depuis 2007, dernière année où les résultats économiques des éleveurs de viande bovine se sont situés dans la moyenne des revenus agricoles, le secteur subit une crise continue sous l'effet de la hausse des charges, de prix des bovins à la baisse et largement inférieurs aux coûts de production, ainsi que des impacts sanitaires et économiques de la FCO (fièvre catarrhale).

L'année 2010 sera aussi catastrophique que les précédentes, en l'absence de hausse du prix à la production et face à des couts de production qui repartent à la hausse.

Sur les 3 dernières années connues (2007-2009), le revenu des éleveurs de viande bovine a été 40% inférieur à la moyenne nationale agricole : 12.400 euros par rapport à 20.700 euros.

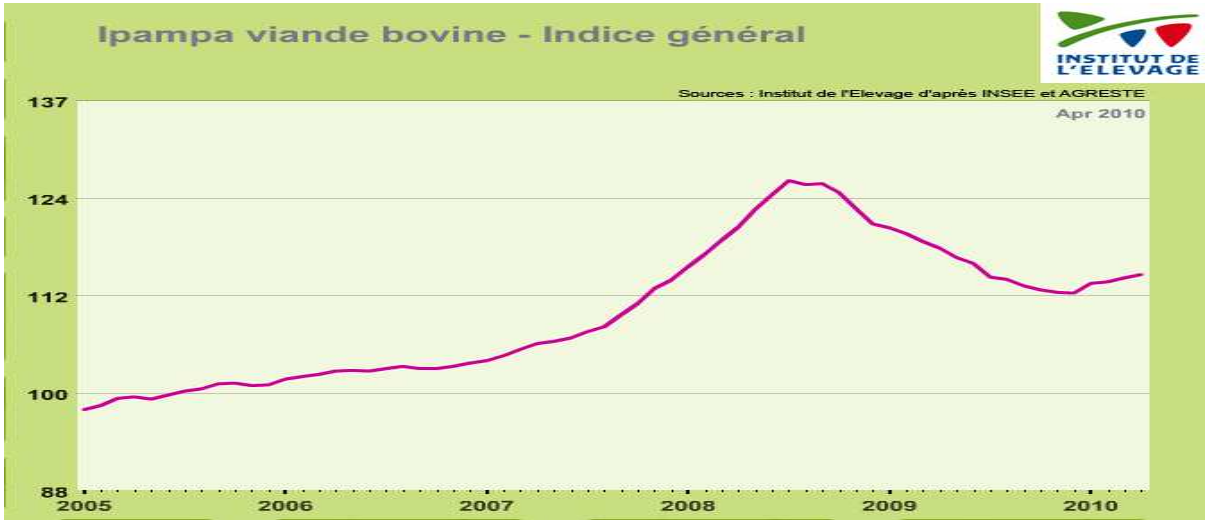
Le revenu « bovin-viande » 2009 a été évalué par la Commission des comptes de l'Agriculture à 11.700 euros par actif non salarié, soit 20% en dessous de la moyenne agricole toutes productions (pourtant elle-même en très forte baisse). Des données de Centres de Gestion font état d'une situation plus basse encore de revenu en 2009 pour les éleveurs spécialisés bovins-viande, de l'ordre de 4 à 8.000 euros de résultat par actif.



Source : comptes de l'agriculture – juin 2010

Vers une nouvelle hausse des coûts de production

Les coûts de production des exploitations bovins-viande sont demeurés élevés début 2010, à un niveau d'environ 15% supérieur à la période de référence, celle ayant précédé l'envolée des matières premières de 2007. La baisse observée depuis le pic de mi-2008 n'avait pas conduit à un retour « à la normale ».



Les charges de production des exploitations sont désormais de nouveau sur une tendance à la hausse, et cela même avant d'intégrer les effets de la sécheresse en France (effet sur le prix de la paille et des fourrages achetés) et avant la forte hausse actuelle du prix du blé sur les marchés mondiaux (entrainant probablement de plus toutes les matières premières destinées à l'alimentation animale dans les mois à venir).

Sécheresse : triple impact pour l'élevage bovin, très durement touché

Cette année, la sécheresse d'une ampleur particulièrement marquée touche très durement les systèmes de production bovin viande, notamment dans les zones de l'Ouest (Pays de Loire, Poitou Charente, Bretagne, Normandie, …) et plus au Nord de la France, ainsi que vers le Centre et le Massif Central.

Un hiver et un printemps froid et sec avaient déjà affaibli le potentiel de production des prairies. La forte période de sécheresse dès le début de l'été a achevé d'impacter le potentiel fourrager, d'une part avec des prairies où les récoltes d'herbe pour les stocks d'hiver ont été bien plus faibles que la normale, et d'autre part avec une réduction prévisible de production sur le maïs-fourrage à récolter en septembre. De plus, les animaux actuellement en place dans les prairies n'ont plus à pâturer (obligation de recourir aux stocks).

En élevage bovin, c'est donc un triple impact en cas de sécheresse :

- récolte réduite de fourrage (pâturage des prairies, récolte de foin ou ensilage d'herbe)

- hausse des quantités des fourrages devant être achetés à l'extérieur (paille, céréales, pulpes…) et de leur prix en conséquence,

- baisse des prix des bovins suite aux ventes anticipées faute d'herbe dabs les prairies, et baisse de la valorisation de ces bovins devant être vendus « non-finis » avec une dépréciation de classe de qualité,

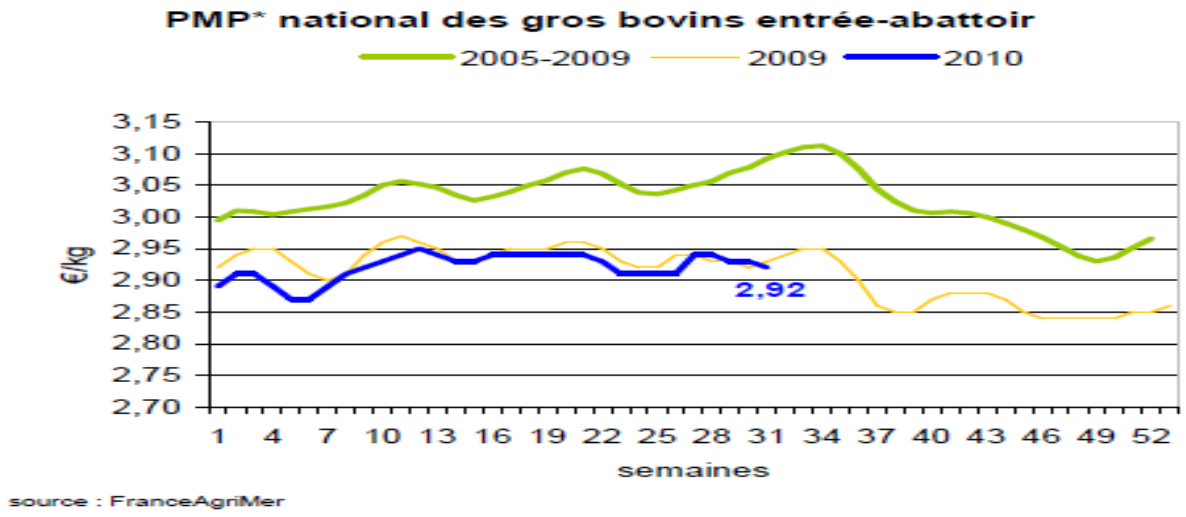
Dans les zones touchées, les évaluations sont :
- une baisse de 30 à 50% de la production et récolte d'herbe sur les prairies,
- une possible chute de 30% de rendement sur les surfaces en maïs fourrage

Une hausse du coût des fourrages est constatée, avec notamment un doublement du prix de la paille (tarif porté à 100-120 euros tonne).

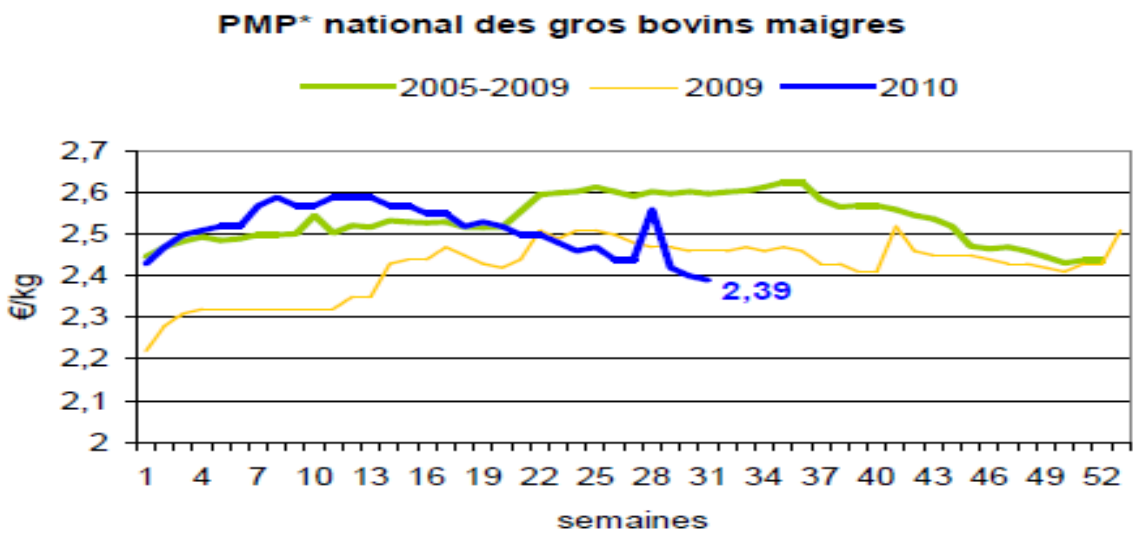
Les prix des bovins au plus bas

Les éleveurs subissent en 2010 une pression à la baisse sur les prix de leurs animaux finis, à l'identique de la situation déjà vécue en 2009.

Le graphique ci-dessous (prix moyen des bovins finis) souligne cette baisse des cours de plus de 5% par rapport à la situation moyenne des 5 années précédentes, et de près de 10% par rapport à 2008 (-25 cts/kg carcasse).



Concernant les animaux « maigres », les cours des broutards mâles sont actuellement en baisse de près de 10% par rapport à la moyenne des années précédentes, avec un décrochement net depuis plusieurs semaines. La situation de cours des broutardes est catastrophique avec un niveau inférieur de 25% à la valorisation des années 2007-2008 (l'année 2009 ayant déjà été marquée par un premier effondrement des prix de cette catégorie de production).

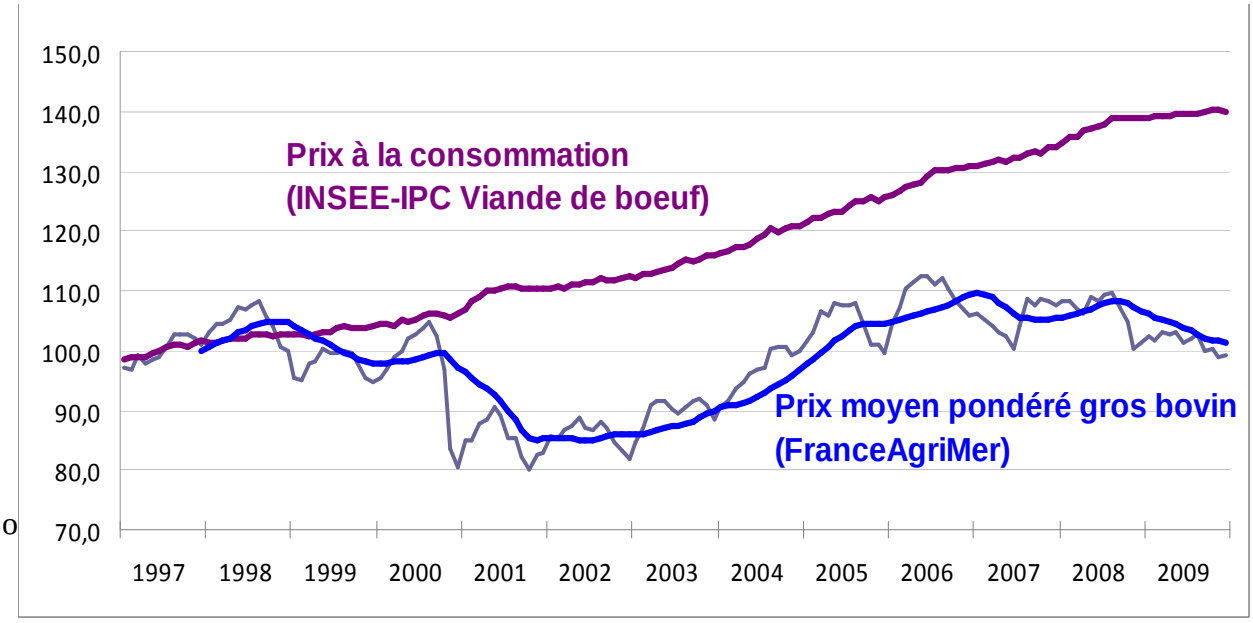


source : FranceAgriMer

Sur un plan plus général, il faut observer que le prix des bovins finis est le même qu'il y a 10 ans, alors que les coûts de production et les normes et contraintes (environnementales, sanitaires, …) ont fortement augmenté.

Dans le même temps, le prix de la viande bovine à la consommation a connu une hausse considérable (+40%) ! Une situation dont « l'Observatoire public des prix et des marges » vient de se saisir.

Les éleveurs sont en attente d'une mise en lumière des acteurs économiques qui ont pu capter ces marges, et d'une régulation d'une telle situation à l'avenir.

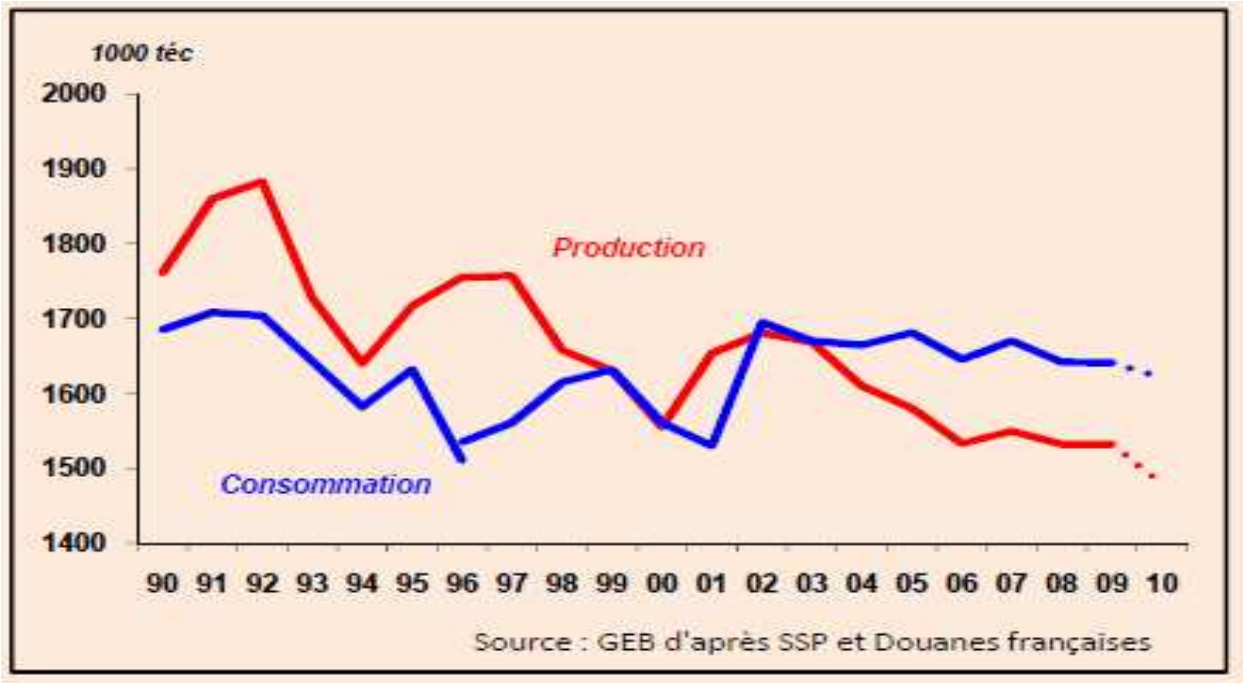


So

Le risque d'un accroissement de la dépendance aux importations

La France est d'ores et déjà structurellement en situation de sous-production par rapport à la consommation.

Ce déficit est de l'ordre de 100.00 tonnes par an, environ 7% de la consommation française. Il pourrait se creuser et atteindre 9% de la consommation en 2010, selon les prévisions de l'Institut de l'Elevage.



Les prévisions de production de viande de gros bovins pour 2010 ont été évaluées en baisse de 4 % selon FranceAgriMer.

PREVISIONS DE PRODUCTION

1000 tec

	2007	2008	2009	2010**	%10**/09
Jeunes bovins	460,1	464,2	437,9	411,6	-6,0
Bœufs	99,6	90,4	85,9	85,5	-0,5
Femelles	756,1	756,5	794,6	766,8	-3,5
Gros Bovins	1 315,9	1 311,1	1 318,4	1 263,9	-4,1

** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Avec l'ampleur de la crise économique qui touche les exploitations bovins-viande en 2010, et depuis plusieurs années, la France, malgré son potentiel de production et de surfaces fourragères, risque donc d'accroître encore dans les années à venir sa dépendance aux importations.

La réduction de production et le renforcement des importations sont pourtant un non-sens:

- au plan de **l'activité et de l'emploi local**, le risque d'effondrement de la production nationale bovine mettrait à mal toute une filière qui constitue un pilier de l'économie des régions rurales françaises, sans alternative réelle dans de nombreuses zones.

- par rapport aux **attentes des consommateurs et sociétales**, la production française répond à un ensemble de normes parmi les plus élevées au monde (traçabilité complète de la naissance à l'assiette, règles sanitaires, d'alimentation des bovins, …), extrêmement contrôlées. Au plan du respect de l'environnement et du bien être animal, les normes appliquées sont également très élevées.

  Le recours à des viandes importées des pays-tiers (Amérique du Sud essentiellement) est en totale contradiction avec les attentes des consommateurs et l'impératif de conforter la sécurité alimentaire. Sur le plan de l'environnement, la production des pays-tiers, telle que celle du Brésil notamment, est caractérisée par une déforestation massive de la forêt amazonienne, largement mise en évidence par tous les experts, par l'absence de respect de l'environnement, ainsi que par des milliers de kilomètres de transports (camions depuis les lieux de production et transferts trans-continents)

  Alors que l'élevage français ploie sous le poids des contraintes et des normes, l'ouverture à des importations qui ne respectent pas ces mêmes règles n'est pas compréhensible ni acceptable par les éleveurs. La perspective d'un accord de libre-échange avec la zone MERCOSUR ou dans le cadre des négociations internationales à l'OMC est par ailleurs une véritable provocation dans le contexte actuel.

La consommation de viande de gros bovins en France est globalement stable lors des 5 dernières années, autour de 1.370.000 tonnes (selon les données FranceAgriMer, calcul « par bilan »), ce qui souligne que ce produit demeure essentiel dans l'alimentation. Cette stabilité traduit une érosion de la consommation par habitant, compensée par la progression de la population française.

En 2010, ce même suivi de la consommation de viande de gros bovins « par bilan » établit pour les 5 premiers mois de l'année une hausse de plus de 2% (ces données plus globales de consommation « par bilan » sont en décalage avec le « panel consommateurs » portant uniquement sur la partie achat des ménages).

Tableau 15 : Consommation de viande de gros bovins

	2005	2006	2007	2008	2009	%09/08
Consommation par bilan (1000 tonnes)	1371,2	1345,2	1379,9	1369,5	1368,2	-0,1
Consommation par habitant (kg / hab)	21,9	21,3	21,7	21,4	21,3	-0,7

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Fédération Nationale Bovine

Restaurer d'urgence des perspectives d'avenir pour les éleveurs bovins-viande

Les éleveurs de viande sont dans une situation de plus en plus critique. La Fédération Nationale Bovine a de longue date alerté les pouvoirs publics et la filière, sans être entendue réellement, par rapport à l'ampleur de cette crise et à ses conséquences pour la sécurité alimentaire, l'économie, l'emploi, et l'activité sur l'ensemble du territoire rural.

Aujourd'hui, il faut impérativement donner une nouvelle perspective à ce secteur de production, au travers de 3 priorités :

➢ Prix à la production : une hausse de 20% est vitale

Avec un niveau de prix des bovins finis actuellement à moins de 3 euros/kg carcasse en moyenne, la situation est intenable pour les producteurs confrontés à des coûts de production bien plus élevés. Le prix des animaux maigres (broutards mâles et femelles) est également largement insuffisant sur les bases actuelles pour rémunérer correctement les producteurs.

Pour équilibrer la rentabilité de l'activité viande bovine, une hausse de 20% des prix des bovins est vitale.

Cette revalorisation de la production est seule à même d'apporter une solution durable pour la pérennité des exploitations, et de la filière.

La FNB saisit l'ensemble des acteurs économiques de la filière des enjeux de la crise actuelle, et de la nécessité d'une meilleure rémunération des éleveurs.

Dans le même temps, la FNB en appelle à nouveau au regroupement de la production dans le cadre des organisations de producteurs et à une meilleure gestion collective par ces organisations de producteurs de la mise en marché, par rapport aux besoins et attentes de l'aval de la filière, sur le plan qualitatif et en volume.

➢ Exiger pour les viandes bovines importées des pays-tiers le respect de normes et contrôles identiques

Les éleveurs ne comprennent pas, et ne peuvent plus accepter, le double discours entre d'une part des normes et modalités de contrôles de plus en plus rigoureuses, imposées à la production nationale pour répondre aux exigences de sécurité alimentaire et aux attentes sociétales (environnement, bien-être animal…) et d'autre part l'absence d'équivalence de ces normes et contrôles pour les viandes d'importation.

Les éleveurs ne peuvent admettre les positions actuelles de la Commission européenne en faveur d'une ouverture plus large à ces importations des pays-tiers (notamment la relance des négociations UE-MERCOSUR). La présence de ces viandes étrangères des pays-tiers (Brésil, …) proposées aux consommateurs en France constitue une concurrence déloyale vis-à-vis de la production locale.

La FNB demande aux pouvoirs publics français et communautaires une équivalence stricte d'application des normes et des conditions de contrôles sur ces viandes des pays-tiers.

➢ « Année blanche » sur annuités d'emprunts et autres mesures de soutien exceptionnel

La FNB demande aux pouvoirs publics de mettre en œuvre dans les plus brefs délais un plan de soutien, dont la principale mesure doit être une **« année blanche » sur le remboursement des annuités d'emprunts** des éleveurs de viande bovine.

Les mesures mises en place précédemment, notamment dans le cadre du plan défini à l'automne 2009, reposaient sur des prêts de trésorerie qui n'ont fait que repousser et accroître les difficultés.

Un report en fin de tableau de remboursement d'une année d'annuités, avec prise en charge des intérêts correspondants, est la seule mesure qui permette de relancer effectivement l'économie des exploitations, et d'aider les exploitations en fonction de leurs charges d'investissements.

En complément, **un ensemble de dispositions d'aides et d'appui à la trésorerie** doivent être mises en œuvre :

- avances de versement sur les primes PAC et PMTVA 2010 (demande d'un versement à 80% au 15 octobre)
- aides calamités agricoles pour les éleveurs touchés par la sécheresse
- prise en charge des cotisations MSA et de la TFNB (taxe sur le foncier non bâti)
- …